



Publié le 30 juin 2015

L'Union européenne s'oppose aux démocraties

Comme dans une tragédie grecque, le voile se déchire et la vérité apparaît dans toute sa nudité monstrueuse: la démocratie est incompatible avec les institutions européennes. Au lendemain de la victoire démocratique de la Coalition Syriza en janvier 2015, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, n'hésitait pas à déclarer que «l*es choix démocratiques ne pouvaient modifier les traités européens*». La nouvelle majorité issue des élections chargeait en février une commission de faire un audit de la dette grecque. Celle-ci rendait le 19 juin son verdict devant le Parlement grec: cette dette est illégale, illégitime, insoutenable et odieuse.

Après 5 mois de négociations, refusant les "ultimatums" et le "chantage" des créanciers, le premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé le 27 juin la décision, à l'unanimité de son conseil des ministres, avec le soutien du Parlement, de soumettre au peuple les propositions issues de l'Eurogroupe par voie de référendum, c'est à dire en faisant appel à la démocratie.

Le Président de la Commission européenne, J. Cl. Juncker s'est déclaré «trahi» par Alexis Tsipras et des mesures de représailles sont décidées au niveau de l'Eurogroupe.

A l'émission «*Esprit Public*» (France Culture, chaque dimanche de 11h à 12h) Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen centriste, Professeur à

l'Institut d'études politiques assimilait le 28 juin la Grèce à un passager clandestin du bateau «*Union européenne*» vivant au détriment de ceux qui l'accueillent (référence au sketch de l'auto-stoppeur de Coluche). Mais sa déformation de la réalité n'est pas suffisante, Monsieur Bourlanges ajoute: par la décision de faire appel au peuple, Alexis Tspiras et son gouvernement ont montré le vrai visage de Syriza, celui caractérisé par une idéologie héritière d'une gauche très dure, marquée par la guerre civile dont la stratégie terroriste révolutionnaire est de faire sauter le bateau [«*Union européenne*»].

S'opposer aux institutions européennes en faisant appel à la démocratie est assimilé par cet éminent professeur de sciences politiques à du terrorisme !!

Ce florilège de phrases et de déclarations confirment l'application de cette «clause secrète» (non écrite) du traité de Lisbonne: il n'est plus question de faire appel au peuple en ce qui concerne la politique économique de l'Union européenne.

Il faut se rendre à l'évidence: l'Union européenne s'oppose aux démocraties.